

Partout dans le monde entier, les livreurs de repas se mobilisent pour leurs droits fondamentaux

jeudi 11 février 2021, par [PELÁEZ Marina Watson](#) (Date de rédaction antérieure : 6 janvier 2021).

À l'heure où la Covid-19 contraint les citoyens du monde entier au confinement et que les livreurs de repas se démènent pour répondre à la demande proportionnellement croissante des clients, un nouveau rapport met en lumière les piètres conditions d'emploi des travailleurs des plateformes, ainsi que certaines actions menées par ces derniers pour briser le *statu quo*.

L'étude récente de la Fondation Friedrich Ebert (FES) intitulée en anglais *Global labour unrest on platforms. The case of food delivery workers* examine les cas de six enseignes mondiales de livraison de repas présentes dans plus de deux régions du monde - Uber Eats, Just Eat, Deliveroo, Foodora, Zomato et Glovo - et de douze autres entreprises de portée régionale. Ensemble, ces 18 entreprises livrent des repas cuisinés dans un total de 95 pays.

Basée sur l'[Indice de Leeds](#) - un répertoire de données sur les conflits sociaux mettant en cause des plateformes de travail à travers le monde -, l'étude a relevé 527 incidents survenus dans 36 pays entre le 1^{er} janvier 2017 et le 20 mai 2020. Ce que les auteurs du rapport ont décrit comme « *un nombre significatif de mouvements de protestation* ». La majorité de ces incidents sont survenus en Europe, suivie par l'Asie, où près d'un quart des cas ont été signalés, contre un sixième en Amérique du Sud.

L'étude révèle « une augmentation progressive des mouvements protestataires depuis début 2017, avec un pic significatif au troisième trimestre de 2019, suivi d'un déclin notable depuis lors ».

À l'échelon national, le nombre le plus élevé de cas s'est produit en Chine, suivie du Royaume-Uni, de l'Espagne et de l'Argentine. Si l'on examine les entreprises individuellement, les conflits sociaux ont visé principalement la plateforme de livraison de repas Deliveroo, basée au Royaume-Uni, avec une majorité de cas relevés en Europe, notamment au Royaume-Uni, en Espagne, en France, en Belgique et aux Pays-Bas.

« *Deliveroo était présente dans 16 pays mais, chose intéressante, on a assisté à un effet d'entraînement où les syndicats de base ont tendu la main à des syndicats d'autres pays et ont échangé des dépliants et autres matériels* », explique Vera Trappmann, co-autrice du rapport et professeure associée en travail et relations professionnelles à l'université de Leeds au Royaume-Uni. « *C'est comme si les frontières avaient cessé d'exister, ce sentiment qu'"ils [nos pairs] avaient accompli quelque chose et que nous voulions à notre tour accomplir quelque chose"*. » Dans certains cas, la protestation s'est propagée à plusieurs entreprises et à plusieurs sites, « *ce qui suggérerait que les travailleurs des plateformes soient en train de se doter de la capacité de mener des campagnes concertées et de construire la solidarité* », note le rapport.

Les bas salaires, principal facteur de conflit social dans le monde

Les salaires ont constitué le principal facteur de mécontentement social, toutes régions confondues, sauf aux États-Unis, où le statut d'emploi a été l'enjeu le plus déterminant. Les travailleurs réclamaient une augmentation des salaires et des prestations de santé et ont fréquemment critiqué l'insuffisance des équipements de protection fournis par les entreprises de plateforme telles que PedidosYa, Glovo, SinDelantal et Uber Eats.

En Amérique du Sud, le principal sujet d'inquiétude était la santé et la sécurité ; un enjeu qui est véritablement passé au premier plan depuis le début de la pandémie de Covid-19. Alors que les livreurs de repas ont été reconnus à titre de travailleurs essentiels, ils se voient, dans le même temps, privés de leurs droits fondamentaux au travail, étant contraints par les entreprises de plateforme de travailler en tant que prestataires indépendants. « *Ce qui est en cause c'est, d'une part, le risque posé par le nombre croissant de cas [de coronavirus] et, d'autre part, le fait qu'ils sont dépourvus d'assurance maladie, de sorte qu'ils assument entièrement les risques liés à leur activité* », explique Vera Trappmann.

« Le plus intéressant est que nous assistons à une variété d'actions collectives - pas seulement des grèves, qui constituent le scénario classique », déclare M^{me} Trappman, qui prévoit (avec ses co-chercheurs) d'élargir la base de données et de la rendre accessible publiquement et en ligne aux militants syndicaux du monde entier.

Les grèves et les déconnexions ont constitué les formes d'action les plus fréquentes, suivies de près par les manifestations, les poursuites judiciaires et l'« *institutionnalisation* » (terme désignant les actions collectives des travailleurs qui conduisent au renforcement des institutions, comme, par exemple, la formation de comités d'entreprise ou la négociation de conventions collectives). « *Il est fort probable que dans des pays comme la Chine, les travailleurs aient eu davantage recours aux déconnexions et autres actions perturbatrices, faute d'un dispositif médiateur ouvert qui créerait les conditions pour que les manifestations aient d'éventuelles répercussions* », ont noté les auteurs, « *alors que des actions en justice sont plus susceptibles d'avoir lieu dans des pays comme l'Australie, où l'arbitrage juridique relève d'une tradition historique* ».

Des groupements informels impliqués dans la majorité des actions

Les mobilisations des travailleurs des plateformes ont tendance à émaner de la base, les groupements informels de travailleurs jouant un rôle essentiel dans la grande majorité des actions directes. Bien que la plupart des manifestations mobilisent généralement moins de 100 travailleurs et durent moins d'une journée, le rapport souligne que la durée d'une action de protestation n'est pas un gage de son efficacité.

Les groupes informels de travailleurs ont été les principaux protagonistes des agitations sociales en Asie et en Amérique du Sud. Bien que plus discrets, les groupes informels de travailleurs ont néanmoins aussi été omniprésents en Europe, contrairement à l'Amérique du Nord et à l'Australie où ils étaient nettement moins impliqués. « *Ce sont surtout les travailleurs qui élèvent directement leur voix et passent à l'action, bien souvent sans recours à la représentation syndicale* », indiquent les auteurs du rapport.

Les syndicats ont néanmoins été impliqués dans plus de la moitié des conflits du travail relevés par les chercheurs. Si la répartition était plutôt équilibrée entre les syndicats traditionnels (impliqués dans 27,6 % des cas) et les syndicats indépendants (26,9 %), des écarts considérables ont été constatés entre les régions. Ainsi, les syndicats traditionnels étaient fortement impliqués en Australie (68,8 %) et relativement actifs en Europe (37 %), mais pratiquement absents en Asie (1 %

seulement). Là où les syndicats sont intervenus, les organisations de base ont eu tendance à soutenir les grèves et les déconnexions, cependant que les syndicats traditionnels étaient surtout actifs dans les manifestations et les actions légalement autorisées.

Selon les chercheurs, les conflits sociaux survenus au cours de ces dernières années attestent d'un élargissement de la notion de pouvoir associatif généralement attribué à l'organisation collective des travailleurs par le biais des syndicats. Ce à quoi nous assistons dans le cas des travailleurs des plateformes de livraison de repas correspondrait, selon le rapport, à une « *action collective militante et autoorganisée* », menée par des travailleurs dépourvus de droits formels, pour lesquels le pouvoir institutionnel représente « *le plus souvent un objectif plutôt qu'une condition préalable ou un résultat de l'action collective* ». Ce qui, selon Vera Trappmann, contribue à ce que « le pouvoir associatif des travailleurs se renforce ».

Cet article a été traduit de l'anglais.

Cet article a été co-produit avec la FES (Friedrich-Ebert-Stiftung) dans le cadre de la série 'Syndicats en Transformation 4.0'.

Marina Watson Peláez

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Equal Times

<https://www.equaltimes.org/partout-dans-le-monde-entier-les#.YA5-dOgzaHs>